



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Bruxelles, le 3 juin 2020

CM 2435/20

ACCRED

COMMUNICATION

ACCREDITATION

Correspondant: protocol@consilium.europa.eu

Tél./Fax: +3222817700

Objet: Accréditations

– Désignation de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Kristján Andri STEFÁNSSON comme chef de Mission d'Islande auprès de l'Union européenne en remplacement de Son Excellence Monsieur Gunnar Pálsson

Me référant à la procédure convenue par échange de lettres en date des 3 et 9 novembre 1966, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le gouvernement d'Islande a l'intention de désigner S.E. Monsieur Kristján Andri STEFÁNSSON comme chef de mission d'Islande auprès de l'Union européenne, en remplacement de S.E. Monsieur Gunnar Pálsson.

- Votre accord tacite sera considéré comme acquis à la date du 3 juillet 2020, sauf objections expresses formulées dans le délai précité.

Vous trouverez ci-après la copie de la note verbale adressée à la Commission par la Mission d'Islande ainsi que le curriculum vitae de S.E. Monsieur Kristján Andri Stefánsson.

J. TRANHOLM-MIKKELSEN

Secrétaire général

- note verbale
- curriculum vitae

NOTE VERBALE

La Mission d'Islande auprès de l'Union européenne présente ses compliments à la Commission européenne, Service du Protocole, et a l'honneur de porter à Sa connaissance que S.E. Monsieur Gunnar PÁLSSON quittera ses fonctions de Chef de Mission le 30 juin 2020.

Suite aux instructions du Gouvernement islandais, la Mission d'Islande auprès de l'Union européenne a l'honneur de solliciter l'agrément à la nomination de Monsieur Kristján Andri STEFÁNSSON en qualité de Chef de Mission auprès de l'Union européenne. À cette fin, la Mission d'Islande auprès de l'Union européenne joint le curriculum vitae de M. Stefánsson.

La Mission d'Islande auprès de l'Union européenne saisit cette occasion pour renouveler à la Commission européenne, Service du Protocole, l'assurance de sa très haute considération.

CURRICULUM VITAE

Kristján Andri Stefánsson

Date et lieu de naissance: 23 juin 1967, à Reykjavík, Islande

Conjoint: M. Davíð Samúelsson

Études

Diplôme de maîtrise/doctorat Cand. Juris en droit,

Faculté de droit de l'Université d'Islande

Connaissances linguistiques

Islandais, danois, anglais, espagnol, rudiments de français

Expérience professionnelle

- 2016 - Ambassadeur en France, avec juridiction en Algérie, Andorre, Espagne, Italie, au Liban, Maroc, Monaco, au Portugal et en Tunisie. Représentant permanent auprès de l'OCDE et de l'UNESCO
- 2015 - 2016 Secrétaire-général adjoint, Ministère des Affaires étrangères (MAE)
- 2014 - 2016 Directeur-général de la direction des affaires juridiques et exécutives, Ministère des Affaires étrangères
- 2010 - 2014 Ambassadeur, Direction des Affaires économiques et du Commerce extérieur, MAE, chargé de la procédure judiciaire d'Icesave, Membre du Comité de Mécanisme financier de l'EEE (vice-présidence de 2012 à 2014 EEA grants)
- 2010 - 2013 Coordinateur national de l'Instrument d'aide de pré-adhésion à l'UE
- 2005 Nommé ambassadeur
- 2005 - 2009 Membre du collège de l'Autorité de surveillance AELE, Bruxelles
- 2004 - 2005 Ministre-Conseiller, Direction des Affaires économiques et du Commerce extérieur, MAE, Conseiller juridique du Ministre
- 1995 - 2004 Conseiller juridique du Premier Ministre (PM)
- 1992 - 2004 Secrétaire du Cabinet du PM
- 1991 - 1995 Collaborateur juridique, Bureau du PM

1997 Conseil juridique (détaché du Bureau du PM) auprès du Défenseur des Droits
1997 - 2005 Secrétaire du Comité des cours d'appel pour l'accès à l'Information publique

A fait partie de plusieurs comités gouvernementaux :

- pour la rédaction des lois,
- de contrôle ou de consultation dans le cadre des Accords de l'EEE,
- d'évaluation à la Cour de l'AELE, à la Cour des Droits de l'Homme à Strasbourg et à l'Institut pour la Recherche marine

Conférencier à l'université et instances Nordiques

Membre de plusieurs associations professionnelles et

depuis 2014 Président de l'Association des Juristes d'Islande

Auteur de nombreux articles sur le droit public et constitutionnel.
